



Distribution: générale

Date: 7 février 2018

Original: anglais

Point 6 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2018/6-A/4

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Projet de ~~p~~Plan stratégique de pays — Honduras (2018–2021)

Durée du projet	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	116 499 356 115 656 368 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

La réalisation de l'objectif de développement durable 2 est une priorité pour le Gouvernement hondurien. Malgré les progrès accomplis en matière de réduction de la faim, les chocs climatiques et la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, limitent l'accès à des aliments nutritifs. La prévalence du retard de croissance reste élevée, et s'établit en moyenne à 23 pour cent à l'échelle nationale, et atteint 40 pour cent dans les régions les plus défavorisées.

Au Honduras, la répartition des revenus et des ressources est l'une des plus inégales au monde et les niveaux de pauvreté, de violence et de migration y sont élevés. La fréquence des phénomènes climatiques extrêmes a augmenté ces quatre dernières années, compromettant la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des petits exploitants, des femmes rurales et de groupes autochtones dans les régions méridionales et occidentales du pays connues sous le nom de Couloir de la sécheresse. Le Gouvernement sollicite le PAM pour qu'il l'aide à optimiser les systèmes nationaux de protection sociale, en renforçant les capacités des pouvoirs publics aux niveaux central et décentralisé, en améliorant la capacité de résilience face aux effets du changement climatique ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables.

Le plan stratégique de pays (2018–2021) décrit le soutien qui sera apporté par le PAM au Gouvernement et aux partenaires en vue d'obtenir cinq effets directs stratégiques, à savoir:

- *Effet direct stratégique 1*: D'ici à 2021, les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire dans tout le pays ont accès à une alimentation saine et nutritive tout au long de l'année (cible 1 de l'objectif de développement durable 2).

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme J. Thimke
Directrice de pays
courriel: judith.thimke@wfp.org

- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2021, les taux de retard de croissance et de carences en micronutriments diminuent parmi les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées (cible 2 de l'objectif de développement durable 2).
- *Effet direct stratégique 3:* Les travailleurs agricoles et les petits exploitants dans les zones ciblées, notamment dans les communautés autochtones, sont plus résilients face aux chocs et aux facteurs perturbateurs, ce qui contribue à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle tout au long de l'année (cible 3 de l'objectif de développement durable 2).
- *Effet direct stratégique 4:* Les ménages ciblés victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année (cible 1 de l'objectif de développement durable 2).
- *Effet direct stratégique 5:* D'ici à 2021, les autorités gouvernementales et les organisations partenaires aux niveaux national et infranational, appuyées par des alliances stratégiques, ont des capacités renforcées pour réaliser les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 2 (cible 9 de l'objectif de développement durable 17).

Le plan stratégique de pays propose une réorientation majeure de l'aide apportée par le PAM au Gouvernement pour éliminer la faim d'ici à 2030. Il est aligné sur la Vision pour le pays (2010–2038), le Plan national (2010–2022), le Plan stratégique du Gouvernement (2014–2018), le Plan stratégique national en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (2010–2022) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2017–2021). Le présent plan stratégique de pays, qui renforce le Plan stratégique du PAM pour 2017–2021, et qui est lié aux objectifs de développement durable 2 et 17, est conçu pour appuyer une stratégie complète de protection sociale et de résilience en privilégiant les partenariats et le renforcement des capacités.

Le plan stratégique de pays est établi à partir du récent examen stratégique national mené sous la direction du Gouvernement concernant les mesures nécessaires pour réaliser l'objectif de développement durable 2, qui a bénéficié de l'appui du PAM. L'examen présente de façon détaillée la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et décrit trois types de faim: chronique, saisonnière et invisible. Il fait le point sur les programmes existants et met en évidence les principales lacunes et possibilités, s'agissant de remédier à la faim. Il formule aussi des recommandations visant à améliorer les stratégies nationales pour réaliser d'ici à 2030 l'objectif de développement durable 2 dans les domaines de la protection sociale et de la résilience, de l'assistance humanitaire dans les situations d'urgence et du renforcement des capacités nationales, en tenant compte des politiques et des alliances existantes.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Honduras (2018-2021) (WFP/EB.1/2018/6-A/4), pour un coût total pour le PAM de **115 656 368** ~~116 199 356~~ dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Honduras est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de l'Amérique centrale qui fait face à d'importants défis en matière de développement. Soixante pour cent de la population vit dans la pauvreté et plus de la moitié des personnes extrêmement pauvres vivent dans des zones rurales¹.
2. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élevait à 2 528 dollars en 2015². La répartition des revenus est très inégale, avec un coefficient de Gini de 0,56³. Classé au 130^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain, le Honduras affiche un indice de développement de genre de 0,942 et un indice d'inégalité de genre de 0,461⁴.
3. Les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines ainsi qu'entre les régions et les groupes sociaux sont aggravées par un taux de chômage élevé et un secteur informel important. Les personnes les plus vulnérables sont notamment les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et les enfants de moins de 5 ans vivant dans des zones rurales et autochtones, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH⁵.
4. Des facteurs saisonniers et structurels contribuent à l'insécurité alimentaire. Le Honduras fait partie des pays qui ont été les plus touchés par les phénomènes climatiques extrêmes ces deux dernières décennies⁶. Quatre années de sécheresse ininterrompue dans le sud et l'ouest ont compromis la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables⁷. L'irrégularité des précipitations en 2015 a entraîné la perte de 80 pour cent des récoltes, touchant 1,3 million de personnes⁸. En 2017, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité réalisées par le PAM ont permis d'établir un classement des municipalités en fonction de leur vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire: les zones situées à l'ouest et au sud étaient les plus gravement touchées, et correspondent au Couloir de la sécheresse du Honduras⁹. Dans le cadre de la mission de l'Alliance pour le Couloir de la sécheresse¹⁰, le Gouvernement s'est fixé pour objectif de sortir 50 000 familles de l'extrême pauvreté et de réduire le retard de croissance de 20 pour cent.
5. La violence et les périodes de sécheresse prolongées ont aggravé l'insécurité alimentaire, et 10 pour cent des ménages ont recours à la migration comme stratégie de survie¹¹. Malgré la diminution enregistrée ces dernières années, le niveau général de violence est resté élevé ces deux dernières décennies, tandis que la violence sexiste a augmenté.

¹ Institut national de statistique, 2016. <http://www.ine.gob.hn/index.php/component/content/article?>

² Banque mondiale – données des comptes nationaux, 2015.

³ Banque mondiale. 2014. Indice de Gini.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous, http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf

⁵ Enquête nationale démographique et sanitaire 2011-2012, <https://dhsprogram.com/publications/publication-FR274-DHS-Final-Reports.cfm>.

⁶ Germanwatch Global Climate Risk Index 2017, (Indice mondial des risques climatiques), <http://germanwatch.org/en/download/16411.pdf>.

⁷ Germanwatch et Munich Re NatCat Service. Global Climate Risk Index. 2016.

⁸ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2015. <http://www.fao.org/news/story/fr/item/328690/icode/>.

⁹ Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, bureau du PAM au Honduras, bulletin d'alerte rapide n° 1, mai 2017.

¹⁰ Une initiative pour le développement durable de la zone frontalière du sud-ouest du Honduras, menée par les donateurs et le Gouvernement.

¹¹ PAM, Organisation internationale pour les migrations, London School of Economics et Organisation des États américains. 2016. *Hunger without borders, an exploratory study*. pp.16–24. <https://www.wfp.org/node/647891>.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

6. *Accès à la nourriture*: L'insécurité alimentaire a reculé aux cours des vingt dernières années¹², mais le manque d'accès à la nourriture reste étroitement lié à la pauvreté, en particulier dans les zones rurales et autochtones comme le Couloir de la sécheresse, où le taux d'extrême pauvreté est le plus élevé. Les femmes sont particulièrement vulnérables: 40 pour cent d'entre elles n'ont pas d'autonomie économique ni de revenus propres¹³. L'examen stratégique national des mesures nécessaires pour réaliser l'objectif de développement durable (ODD) 2 a permis de recenser les principaux facteurs qui limitent l'accès à la nourriture, à savoir: les inégalités de revenus, le faible niveau d'instruction, la migration des zones rurales vers les zones urbaines et l'évolution du régime alimentaire.
7. La disponibilité en calories a augmenté ces deux dernières décennies au niveau national et dépasse les besoins caloriques quotidiens moyens pour les hommes et les femmes¹⁴, ce qui n'a pas été le cas pour les travailleurs agricoles sans terre, les petits exploitants, les pauvres des zones urbaines et rurales et les populations qui vivent dans le Couloir de la sécheresse.
8. *Fin de la malnutrition*: La prévalence du retard de croissance a reculé chez les enfants de moins de 5 ans, passant de 30 pour cent en 2005 à 23 pour cent en 2012. Le taux de malnutrition aiguë, qui est actuellement de 1 pour cent, n'a pas changé depuis 2015. Malgré les progrès accomplis, le taux de retard de croissance atteint 40 pour cent dans le Couloir de la sécheresse, où vit une grande partie de la population autochtone. La prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans a diminué, passant de 37 pour cent en 2005 à 29 pour cent en 2012, mais 60 pour cent des enfants âgés de 6 à 8 mois sont anémiés. L'anémie chez les enfants est corrélée à la situation financière et au niveau d'instruction des parents. Chez les femmes en âge de procréer, les taux d'anémie (15 pour cent), de surpoids (51 pour cent) et d'obésité (22 pour cent) sont élevés¹⁵. La supplémentation en vitamine A a touché près de 50 pour cent de plus d'enfants âgés de 6 à 59 mois en 2012 qu'en 2006¹⁶. L'enrichissement des aliments reste difficile, bien que des efforts aient été déployés pour ajouter du fer et du folate à la farine de blé, de la vitamine A au sucre et de l'iode au sel¹⁷.
9. La population hondurienne fait face au double fardeau de la malnutrition, avec des taux de retard de croissance et de carence en micronutriments qui restent élevés, conjugués à des niveaux croissants de surpoids et d'obésité chez les enfants, les adolescents et les adultes. Peu informées de l'importance d'une nutrition adéquate, les personnes ont tendance à consommer des aliments transformés à forte teneur énergétique et des sucres, ce qui augmente les risques de maladies chroniques. Cette situation de transition nutritionnelle est le résultat de l'urbanisation rapide, du manque d'activité physique et de la consommation accrue d'aliments transformés à forte teneur en matières grasses, en sel et en sucre¹⁸.
10. L'examen stratégique a fait ressortir qu'il existe des liens étroits entre les mauvaises conditions d'assainissement et les maladies diarrhéiques et la malnutrition. Les mauvaises pratiques en matière d'assainissement sont corrélées à la pauvreté et au faible niveau d'instruction des

¹² FAOSTAT. 2017. Honduras. Indicateurs de l'accès à la nourriture. <http://www.fao.org/faostat/fr/?#country/95>.

¹³ Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean, <http://oig.cepal.org/en/indicators/people-without-incomes-their-own>. Commission économique pour l'Amérique latine 2014.

¹⁴ FAOSTAT. (2017). Honduras. Indicateurs de l'accès à la nourriture. <http://www.fao.org/faostat/fr/?#country/95>.

¹⁵ *Enquête nationale démographique et sanitaire 2011-2012*, <http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/SR200/SR200.pdf>.

¹⁶ *Enquête nationale démographique et sanitaire 2011-2012*, <http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/SR200/SR200.pdf>, *Enquête nationale démographique et sanitaire 2005-2006*, <http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR189/FR189.pdf>. La supplémentation en vitamine A a touché 49 pour cent des enfants de ce groupe d'âge en 2006 et 73 pour cent en 2012.

¹⁷ Les lois sur l'enrichissement comprennent notamment le règlement technique centraméricain pour le fer dans la farine de blé (*Reglamento Técnico Centroamericano RTCA*); la loi n° 385 sur l'enrichissement du sucre avec la vitamine A; et la loi n° 304 sur l'iodation du sel.

¹⁸ B.M. Popkin *et al.*, 1996. Le retard de croissance est associé au surpoids chez les enfants dans quatre pays en phase de transition nutritionnelle. *J Nutr.*, 126(12): 3009-3016.

femmes. Une éducation nutritionnelle insuffisante et des habitudes alimentaires inappropriées sont des facteurs majeurs de l'utilisation à mauvais escient des aliments.

11. *Productivité et revenus des petits exploitants*: Soixante-douze pour cent des familles travaillant dans le secteur agricole sont des agriculteurs qui pratiquent une agriculture de subsistance sur de petites parcelles ou travaillent pour de grands propriétaires terriens. Seulement 44 pour cent des ménages ruraux possèdent des terres arables¹⁹. En 2016, 8,5 pour cent des femmes travaillaient dans l'agriculture, et dans 12 pour cent des ménages ruraux, le principal soutien de famille était une femme²⁰. L'instabilité climatique entraîne régulièrement des pertes de récolte, qui se répercutent à leur tour sur les moyens d'existence. En 2015, plus de la moitié des récoltes de maïs ont été perdues dans le Couloir de la sécheresse du fait du phénomène El Niño²¹.
12. *Systèmes alimentaires durables*: Le secteur agroalimentaire compte pour 12 pour cent du PIB²², emploie 28 pour cent de la population active²³ – une forte baisse par rapport aux 36 pour cent enregistrés en 2010²⁴ – et produit des cultures de rente, notamment du café, du maïs, des haricots, du riz, de l'huile de palme et des bananes. L'expansion du secteur agricole est entravée par l'insuffisance et la répartition inégale des terres fertiles, le manque d'intrants et de techniques agricoles²⁵.

Environnement macroéconomique

13. Malgré de bonnes performances économiques, plusieurs facteurs freinent encore gravement la croissance, entre autres la pauvreté, les inégalités et la criminalité. Le PIB devrait progresser de 3,7 pour cent en 2017. Les dépenses publiques augmenteront de 2 pour cent par an, sauf en 2017, où la hausse sera de 5 pour cent compte tenu des dépenses prévues pour la campagne électorale. Les dépenses privées devraient augmenter de 3,6 pour cent entre 2017 et 2021, dynamisées par les envois de fonds, qui avec 3,8 milliards de dollars, représentaient 18 pour cent du PIB en 2016.
14. L'inflation devrait rester stable, tandis qu'on pourrait assister à une dépréciation modérée de la devise²⁶. Des pics occasionnels d'inflation pourraient survenir du fait de la volatilité des cours mondiaux des produits de base et de dommages causés aux approvisionnements alimentaires par les chocs climatiques. L'alimentation représentant une part importante de la consommation, les fluctuations des prix alimentaires pourraient jouer sur l'inflation²⁷. Les coûts et avantages associés aux politiques économiques, la distribution du PIB et les dépenses publiques sont inégalement répartis entre les groupes de population, y compris entre les hommes et les femmes.

Principaux liens intersectoriels

15. La réduction de la malnutrition au Honduras est directement corrélée aux progrès accomplis en matière d'éducation (ODD 4), comme par exemple la réduction du taux d'analphabétisme qui est passé de 14,5 pour cent en 2013 à 11 pour cent en 2016. Malgré les progrès enregistrés, les taux d'analphabétisme demeurent plus élevés dans les zones rurales (17,2 pour cent) que dans les zones urbaines (6,3 pour cent). Les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentent

¹⁹ enquête nationale démographique et sanitaire 2011-2012, <http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/SR200/SR200.pdf>.

²⁰ Institut national de statistique. 2016. *Encuesta permanente de hogares de propósitos múltiples*, <http://www.ine.gob.hn/index.php/25-publicaciones-ine/87-encuesta-permanente-de-hogares-de-propositos-multiples-ephpm>

²¹ système d'alerte rapide face aux risques de famine, rapport sur le climat (mars). Oscillation australe El Niño.

²² Banque centrale du Honduras, données relatives au PIB. 2017.

²³ Institut national de statistique. 2016. *Encuesta permanente de hogares de propósitos múltiples*, <http://www.ine.gob.hn/index.php/component/content/article?>

²⁴ PNUD, 2016. Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous. http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf.

²⁵ Soixante-douze pour cent de toutes les exploitations agricoles occupent 11,6 pour cent des terres arables, tandis que 1,7 pour cent des exploitations de plus de 100 hectares occupent 39 pour cent des terres arables. En outre, 36 pour cent des agriculteurs sont sans terre.

²⁶ Economist Intelligence Unit. Mai 2017. Rapport sur le Honduras. http://country.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=1125410096&mode=pdf.

²⁷ *Ibid.*

- 5,9 pour cent du PIB. Environ un tiers des filles et des garçons de moins de 5 ans fréquentent l'école maternelle; le taux de scolarisation en maternelle est de 50,65 pour cent chez les garçons au niveau national et de 49,35 pour cent chez les filles. D'autres efforts sont requis pour accroître les inscriptions dans les écoles maternelles et maintenir les enfants dans les écoles²⁸.
16. Les politiques de protection sociale et de développement en faveur des pauvres ont contribué à réduire le taux de pauvreté (ODD 1), qui est passé de 66 pour cent en 2012 à 60 pour cent en 2016. Le Gouvernement a mis en place un indice multidimensionnel de la pauvreté destiné à compléter les méthodes de calcul traditionnelles, qui consiste à évaluer le taux de pauvreté au niveau individuel sous trois "aspects": santé, éducation et qualité de vie²⁹. Le ratio femmes/hommes dans les ménages pauvres était de 110,7 femmes pour 100 hommes en 2014, signe que la pauvreté est plus fréquente chez les femmes³⁰.
17. Les progrès observés en matière de santé (ODD 3) depuis 16 ans sont notamment les suivants: l'espérance de vie des femmes est passée de 72,5 ans à 76 ans et celle des hommes de 68 à 71 ans, la mortalité maternelle a reculé de 220 à 129 décès pour 100 000 naissances vivantes, et la mortalité a diminué de moitié chez les nourrissons, passant de 33 à 17 décès pour 1 000 naissances vivantes^{31,32}.
18. L'indice d'inégalité de genre a diminué, passant de 0,68 en 2008 à 0,46 en 2015^{33,34}, mais l'inégalité entre les sexes reste élevée, et il y a beaucoup à faire pour que les femmes aient une plus grande autonomie. Il importe de combler le fossé entre les hommes et les femmes s'agissant de l'entrepreneuriat et de la participation à la vie active car il représente des pertes de revenu de 14 pour cent³⁵. Au Honduras, 84 pour cent des hommes et 47 pour cent des femmes participent au marché du travail formel. Au cours des 16 dernières années, le taux de chômage a augmenté, passant de 4 à 10 pour cent chez les femmes; la hausse chez les hommes a été moins rapide, passant de 3,7 pour cent à 4,3 pour cent³⁶. Les femmes, en particulier dans les zones rurales, sont plus vulnérables; 40 pour cent d'entre elles sont dépendantes des hommes sur le plan économique³⁷. Les perspectives offertes aux femmes sont limitées parce qu'elles ont peu accès à la propriété foncière, au crédit et à l'assistance technique – facteurs essentiels pour la transformation des relations entre hommes et femmes³⁸. Le Défi Faim zéro ne pourra être relevé que si les possibilités d'agir, l'accès aux ressources, le pouvoir de décision et la participation sont les mêmes pour tous.

²⁸ PNUD. 2016. Rapport sur le développement humain 2016, Le développement humain pour tous. http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique Latine et des Caraïbes. 2014. *Femininity Index of poor households*. <https://oig.cepal.org/en/indicators/femininity-index-poor-households>

³¹ PNUD. 2000. Rapport sur le développement humain, 2000. Human Rights and Human Development, http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/261/hdr_2000_en.pdf

³² PNUD. 2016. Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous. http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf.

³³ PNUD. 2000. Rapport sur le développement humain, 2000. Human Rights and Human Development. http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/261/hdr_2000_en.pdf.

³⁴ PNUD. 2016. Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous. http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Banque mondiale. 2016. *Gender data portal*, Honduras. <http://datatopics.worldbank.org/gender/country/honduras>

³⁷ Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique Latine et des Caraïbes. *People without incomes of their own*, <https://oig.cepal.org/en/indicators/people-without-incomes-their-own>.

³⁸ Oxfam 2013. *Situación de las mujeres rurales pobres en Honduras y su acceso a la tierra y el crédito* <http://www.oxfamblogs.org/lac/wp-content/uploads/2014/04/Mujeres-rurales-pobres-HONDURAS.pdf>

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

19. L'examen stratégique et d'autres évaluations ont permis de déterminer les mesures nécessaires à la réalisation de l'ODD 2, à savoir:
- renforcer les systèmes d'éducation, notamment en ce qui concerne les femmes, et de protection sociale afin de s'assurer qu'ils tiennent compte de la nutrition et contribuent à la sécurité alimentaire;
 - améliorer les capacités institutionnelles aux fins de la mise en œuvre de la stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la gestion et de la logistique du programme de repas scolaires, à un niveau décentralisé;
 - élargir les interventions avant, pendant et après des chocs dans le Couloir de la sécheresse afin d'accroître la résilience et l'adaptation au changement climatique;
 - mettre en place des mesures d'atténuation dans les zones touchées par des déficits hydriques dans le cadre d'un plan national d'intervention face à la sécheresse;
 - s'attaquer aux lacunes des textes législatifs et des politiques, comme par exemple l'absence de programmes et d'infrastructures concernant les réserves de céréales et l'enrichissement des aliments au niveau municipal, en vue de réaliser les ODD;
 - promouvoir le partage des responsabilités entre tous les secteurs et recourir à des interventions fondées sur des éléments factuels dans la lutte contre la faim;
 - tirer parti des partenariats stratégiques, comme l'Alliance pour le Couloir de la sécheresse, afin de lever les obstacles à la réalisation des ODD;
 - améliorer la coordination des programmes et des politiques;
 - reconnaître les inégalités entre les sexes et s'y attaquer.
20. À travers des consultations, la collecte de données, des analyses des lacunes et l'examen stratégique, trois catégories de faim ont été définies – saisonnière, chronique et invisible – outre la faim liée aux restrictions d'eau et à la malnutrition.
21. La faim saisonnière touche les personnes vulnérables dans le Couloir de la sécheresse pendant la période de soudure et elle est souvent aggravée par des chocs qui perturbent l'accès aux aliments et leur disponibilité. Les quatre années de sécheresse dans cette région, ainsi que la pauvreté et la détérioration de la sécurité alimentaire ont débouché sur des stratégies de survie d'urgence telles que la migration et la vente d'actifs productifs. La faim saisonnière est étroitement liée au changement climatique, à la volatilité des prix des denrées alimentaires, à l'absence d'infrastructure de stockage des aliments et à la diversification insuffisante des cultures.
22. La faim chronique se produit dans des situations d'insécurité alimentaire structurelle et à long terme. Il s'agit d'un problème multidimensionnel ancré dans la pauvreté et l'inégalité, qui entrave l'accès à la nourriture. La faim chronique est corrélée à l'accès insuffisant à l'eau, au manque d'assainissement et au faible niveau d'instruction maternelle³⁹. La faim saisonnière dans les régions comme le Couloir de la sécheresse dure plus longtemps et prend un caractère chronique, avec des poches d'insécurité alimentaire et de malnutrition élevées.
23. La "faim invisible" fait référence à la malnutrition causée par un apport insuffisant en micronutriments. Les taux élevés d'anémie indiquent que les carences en micronutriments sont un grave problème de santé publique au Honduras.

³⁹ Enquête nationale démographique et sanitaire 2011-2012. Données sur l'allaitement maternel et la nutrition, p. 264. http://www.observatoriodescentralizacion.org/download/informaci%C3%B3n_general/_Honduras%20ENDESA%20DHS%202012%202006-19-2013.pdf

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

24. En 2010, le Gouvernement a fait de la sécurité alimentaire et de la nutrition une priorité nationale et lancé le plan stratégique national de sécurité alimentaire et de nutrition (*Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2010–2022 – ENSAN*)⁴⁰, une stratégie intersectorielle, menée par l'unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition et l'unité de coordination nationale chargée de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de l'ENSAN. Les responsabilités confiées à l'unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition font l'objet d'un examen en vue d'intégrer les questions de participation communautaire, d'eau et d'égalité des sexes. L'ENSAN a adopté une approche fondée sur le cycle de vie pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition parmi les groupes les plus vulnérables, y compris les populations autochtones, les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH.
25. La mise en œuvre de l'ENSAN est appuyée par le Comité technique interinstitutions pour la sécurité alimentaire et la nutrition, un réseau de consultation et de coordination techniques composé d'institutions publiques, d'entités du secteur privé et d'organisations internationales.
26. La mise en œuvre du Programme 2030 est une priorité pour le Honduras: en tant que pays pilote, il présentera un examen national mené à titre volontaire sur les progrès accomplis au regard des ODD et leur intégration dans les politiques nationales.
27. L'importance du changement climatique transparaît dans les lois, les politiques, les plans d'action et les entités au niveau national. À titre d'exemple, on peut citer le Cabinet présidentiel pour le changement climatique, qui coordonne l'action entre les institutions; le Système national de gestion des risques (SINAGER), qui est centré sur l'intervention face aux crises; l'Alliance pour le Couloir de la sécheresse, qui prévoit une stratégie multidonateurs à long terme pour lutter contre l'extrême pauvreté et la malnutrition dans les municipalités vulnérables du Couloir de la sécheresse; l'examen en cours de l'ENSAN, qui prend en compte les questions liées au changement climatique; et le plan directeur du Président sur l'eau, la forêt et les sols (Plan ABS)⁴¹ pour la gestion durable des ressources naturelles. De plus, une alliance d'acteurs pour La Mosquitia, l'une des régions autochtones les plus éloignées et inaccessibles, a été mise sur pied en 2016.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

28. Les effets directs stratégiques du plan stratégique de pays (PSP) sont alignés sur la Vision 2010-2038 pour le pays et les domaines stratégiques du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2017–2021, qui ont été fixés conformément aux priorités et aux plans du Gouvernement pour le Programme 2030.
29. Le PAM participe aux domaines stratégiques 1 et 3 du PNUAD, visant à appuyer l'action menée en faveur d'un Honduras éduqué et en bonne santé, débarrassé de l'extrême pauvreté et doté d'un système de protection social consolidé et d'un Honduras productif qui crée des emplois décents, et qui utilise ses ressources naturelles de manière durable et réduit la vulnérabilité environnementale.
30. Les autres partenaires du PAM sont notamment les gouvernements donateurs, les organisations non gouvernementales (ONG), les entités du secteur privé, les institutions financières et les établissements universitaires.

⁴⁰ Plan stratégique national de sécurité alimentaire et de nutrition 2010–2022 (ENSAN). L'ENSAN est en harmonie avec les cadres de développement à long terme du Gouvernement, la Vision pour le pays (*Visión País*) et le Plan national (*Plan de Nación*).

⁴¹ Cabinet du Président. 2017. Communiqué de presse [Lancement du plan directeur ABS](http://www.presidencia.gob.hn/index.php/gob/el-presidente/2252-presidente-herandez-lanza-plan-maestro-de-agua-bosque-y-suelo). <http://www.presidencia.gob.hn/index.php/gob/el-presidente/2252-presidente-herandez-lanza-plan-maestro-de-agua-bosque-y-suelo>

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

31. Le PSP tient compte des expériences passées, des consultations avec le Gouvernement et les donateurs, ainsi que des évaluations des politiques et des programmes menées aux niveaux mondial et national. Le processus de planification a été étayé par les politiques du PAM en matière de problématique hommes-femmes⁴² et de protection humanitaire⁴³, les évaluations de ces politiques et l'analyse ventilée par sexe et par âge menée par le bureau de pays en 2016. Compte tenu des recommandations issues de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités (2017)⁴⁴, le PAM continuera d'appuyer les capacités nationales et de renforcer la prise en charge des programmes par les pouvoirs publics.
32. Depuis 2014, le bureau de pays assure des transferts de type monétaire à travers des institutions gouvernementales, des supermarchés, des petits détaillants, des coopératives locales, des banques et des opérateurs de téléphonie mobile. Prenant note d'un examen des transferts de type monétaire au Honduras mené en 2015, qui confirmait leur pertinence et valeur ajoutée ainsi que le soutien du Gouvernement pour cette modalité, le PAM prévoit d'élargir les transferts de type monétaire aux interventions d'urgence, aux activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et aux transferts en faveur des municipalités pour les repas scolaires. De plus, le PAM mène périodiquement des analyses différenciées par sexe et au sein des ménages sur l'utilisation des transferts de type monétaire, s'appuie sur le ciblage communautaire et continue de renforcer ses relations avec les partenaires extérieurs⁴⁵.
33. Sur la base des enseignements tirés de l'évaluation de la politique en matière de nutrition⁴⁶ et de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays menée en 2014⁴⁷, le bureau de pays a renforcé ses approches à dimension nutritionnelle et visant à transformer les relations entre les sexes afin d'augmenter l'impact sur la sécurité alimentaire et favoriser l'autonomisation et la participation sur un pied d'égalité des femmes. Le PAM a également renforcé ses activités de développement des capacités des communautés et de génération de données factuelles, et a établi des liens explicites entre ses programmes et les stratégies sectorielles du Gouvernement.
34. Les enseignements tirés de l'évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR)⁴⁸ mettent en évidence que les programmes nationaux de protection sociale peuvent être utilisés pour renforcer la résilience face aux situations d'urgence à évolution lente. Le PAM lie la fourniture d'assistance alimentaire aux programmes nationaux de protection sociale existants comme par exemple les repas scolaires, les programmes "Élever les enfants avec amour" (*Criando con amor*) et "Une vie meilleure" (*Vida mejor*), et au développement des approches de renforcement de la résilience utilisées dans ces programmes. L'efficacité des programmes a pu être améliorée en adoptant pour la planification des projets des approches favorisant la transformation des relations entre les sexes et en diffusant des messages sur la sécurité alimentaire et la nutrition par le biais de la téléphonie mobile et la radio⁴⁹. D'autres données factuelles concernant les liens entre la migration et l'insécurité alimentaire dans le Couloir de la sécheresse⁵⁰ ont éclairé la formulation du PSP.

⁴² WFP/EB.A/2015/5-A.

⁴³ WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1.

⁴⁴ WFP/EB.1/2017/6-A/Rev.1.

⁴⁵ Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire, PAM 2012.

⁴⁶ PAM. 2015. *WFP's 2012 Nutrition Policy, A Policy Evaluation* (OEV/2014/22), <https://docs.wfp.org/api/documents/358f5dfc1c0b4efe9d5620baa8fc0a9f/download/>

⁴⁷ PAM. 2014. *Honduras country programme 200240 (2012–2016): A mid-term Operation Evaluation*, <https://docs.wfp.org/api/documents/cc1415e4d80f47499ac89b0c519c5b25/download/>

⁴⁸ PAM. 2016. *Central America PRRO 200490: An Operation Evaluation* (OEV/2015/010), <http://newgo.wfp.org/documents/central-america-prro-200490-an-operation-evaluation>

⁴⁹ WFP. 2014. *Honduras CP 200240 (2012–2016): A mid-term Operation Evaluation* (OEV/2014/7), <https://docs.wfp.org/api/documents/cc1415e4d80f47499ac89b0c519c5b25/download/>

⁵⁰ PAM, Organisation internationale pour les migrations, London School of Economics et Organisation des États américains. 2016. *Hunger without borders, an exploratory study*. pp. 16–24.

35. L'évaluation de la stratégie institutionnelle en matière de partenariat (2016)⁵¹ a fait ressortir que les alliances nouées entre le secteur privé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les établissements universitaires et le PAM permettaient de promouvoir de manière efficace des messages clés sur la nutrition et avaient amélioré le soutien fourni au Gouvernement. Le PAM intensifiera donc la collaboration avec le secteur privé et les alliances stratégiques afin d'aider le Gouvernement à réaliser les ODD. La plateforme des interventions face à la sécheresse⁵² a renforcé les liens et la collaboration du PAM avec les partenaires institutionnels, notamment la Commission permanente sur les urgences (COPECO), l'Institut hondurien de commercialisation agricole (IHMA) et le Fournisseur national des produits de base (BANASUPRO).

2.2 Potentialités pour le PAM

36. L'examen stratégique a fait apparaître qu'il était nécessaire de renforcer le système d'éducation qui doit promouvoir la nutrition et l'éducation comme moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire; de prendre des mesures avant, pendant et après un choc dans le Couloir de la sécheresse; de renforcer les capacités institutionnelles et appuyer davantage les cadres juridiques qui tiennent compte des questions de sécurité alimentaire et de nutrition; et d'établir des partenariats stratégiques et de faire campagne pour réaliser les ODD.
37. L'examen stratégique a aussi permis de recenser les cadres et les stratégies existants qui sont propices à la réalisation de l'ODD 2: l'Alliance pour le Couloir de la sécheresse; l'Alliance pour La Mosquitia; le plan national d'intervention face à la sécheresse, qui fournit une assistance complète aux zones touchées par des déficits hydriques; et la politique et la stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui prévoient la décentralisation des activités et la promotion du partage des responsabilités entre tous les secteurs – y compris le secteur privé – et des interventions fondées sur des données factuelles dans la lutte contre la faim.
38. La coordination des politiques et des stratégies nationales est fondamentale si l'on veut définir et encourager des actions intersectorielles destinées à appuyer la sécurité alimentaire et la nutrition. La génération, l'analyse et l'utilisation de données pour mesurer les progrès réalisés au regard des ODD, exigent des approches multipartites comme l'indique la cible 9 de l'ODD 17⁵³.
39. Le PAM est bien placé pour aider le Gouvernement à renforcer les programmes existants de protection sociale en intégrant des approches à dimension nutritionnelle; à garantir que les populations vulnérables, notamment les femmes, touchées par une crise ont accès à une alimentation et à une nutrition adéquates; à intensifier l'action de décentralisation; à aider les Honduriens à faire face aux effets des chocs climatiques et à les atténuer de manière plus efficace; et à renforcer les capacités institutionnelles en matière d'approches multisectorielles, de partenariats, de coopération Sud-Sud et de collaboration avec le secteur privé, les milieux universitaires et les organisations professionnelles.

2.3 Réorientations stratégiques

40. Le PAM renforce les capacités des administrations centrales et locales à mettre en œuvre un programme national de repas scolaires qui apporte une alimentation nutritive et diversifiée pendant un nombre accru de jours pendant l'année scolaire. Le succès de ces efforts est lié à la décentralisation de la gestion du programme en faveur des municipalités et à un investissement accru dans les communautés grâce aux achats locaux pour un modèle de repas scolaires utilisant la production locale adoptant une approche de la sécurité alimentaire et de la nutrition contribuant

http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/liaison_offices/wfp277544.pdf?_ga=2.25065650.989279482.1495697741-1933453964.1486746482.

⁵¹ WFP/EB.A/2017/7-B.

⁵² WFP. 2014. *Central America PRRO 200490: An Operation Evaluation (OEV/2015/010)*, <http://newgo.wfp.org/documents/central-america-pro-200490-an-operation-evaluation>

⁵³ Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN), 2017. Cible 9 de l'ODD 17: "Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire."

à transformer les relations entre les sexes. Le PSP prévoit une transition progressive vers la mise en œuvre du programme par le Gouvernement avec l'appui du PAM.

41. Les chocs climatiques intenses qui touchent le Couloir de la sécheresse ont des répercussions sur la productivité agricole et les réserves céréalières et compromettent les plans à long terme de lutte contre la pauvreté. Les effets directs stratégiques 3, 4 et 5 visent à améliorer la résilience des institutions gouvernementales aux niveaux national et infranational, à adapter l'assistance alimentaire aux différents besoins des communautés et des personnes, à gérer durablement les ressources naturelles, à faire face aux effets du changement climatique et à encourager la participation et la prise de décision des femmes et des filles sur un pied d'égalité.
42. Pour atteindre les ODD – principalement l'ODD 2, mais aussi les ODD 1, 3, 4, 5 et 10 – le PSP comblera les lacunes aux niveaux des capacités institutionnelles dans le cadre de partenariats stratégiques. Le PAM tirera parti de son réseau de partenaires pour sensibiliser et œuvrer en faveur d'une accélération des progrès sur la voie de l'élimination de la faim au Honduras. Il se servira des prochaines initiatives de communication pour renforcer le plaidoyer dans ses réseaux privés et publics.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

43. Le PSP propose une réorientation majeure de l'aide apportée par le PAM au Gouvernement pour éliminer la faim d'ici à 2030. Il est aligné sur le PNUAD (2017-2021), la Vision pour le pays (2010–2038), le Plan national (2010–2022), le Plan stratégique du Gouvernement (2014–2018) et le Plan stratégique national en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (ENSAN) (2010-2022).
44. Le PAM apporte une valeur ajoutée en appuyant l'optimisation des systèmes nationaux de protection sociale, en renforçant les capacités aux niveaux central et décentralisé, en développant la résilience face aux effets du changement climatique et en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables. Le PSP décrit le soutien que le PAM apportera au Gouvernement et aux partenaires grâce à l'obtention de cinq effets directs stratégiques décrits dans les sections suivantes.
45. Le PAM axera son assistance sur les groupes les plus vulnérables, en suivant une approche fondée sur le cycle de vie qui englobe les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les enfants de moins de 5 ans, l'accent étant mis sur les 1 000 premiers jours suivant la conception et sur les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire. En utilisant une approche de la sécurité alimentaire et de la nutrition contribuant à transformer les relations entre les sexes, une attention particulière sera accordée aux jeunes enfants et aux adolescents des deux sexes, aux petits exploitants – y compris les femmes – et aux populations autochtones dans les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire (le Couloir de la sécheresse et La Mosquitia).
46. Le PAM appuiera aussi le renforcement des capacités et de la résilience dans les communautés – au bénéfice des autorités locales, du personnel des écoles, des parents d'élèves et des petits exploitants – et dans les administrations publiques au niveau national ainsi qu'à celui des districts et des municipalités dans les zones urbaines et rurales. Une attention spéciale sera accordée au renforcement de la productivité et de la résilience des petits exploitants en établissant des liens avec le programme de repas scolaires. Conformément à sa politique en la matière⁵⁴, le PAM intégrera les considérations liées à la problématique hommes-femmes dans tous ses programmes, politiques et initiatives de renforcement des capacités.

⁵⁴ WFP/EB.A/2015/5-A.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire dans tout le pays ont accès à une alimentation saine et nutritive tout au long de l'année

47. La stratégie et la vision du Gouvernement relative au programme national de repas scolaires ont pour objectif de fournir chaque jour un repas nutritif et varié à 1,3 million d'enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire pendant toute l'année scolaire. Les produits frais achetés localement, notamment des légumes, des fruits et des œufs, sont compris dans ce modèle décentralisé de repas scolaires utilisant la production locale. Pour concrétiser cette vision, le PAM et le Gouvernement donneront la priorité aux zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire, notamment le Couloir de la sécheresse et La Mosquitia, et environ 398 000 enfants d'âge scolaire devraient bénéficier des ressources allouées à cette activité pendant la durée du PSP. Des ressources supplémentaires permettraient de contribuer aussi au programme du Gouvernement dans son ensemble.
48. Le PAM appuiera les capacités nationales et locales à gérer le programme de repas scolaires de manière efficace et partagera ses compétences et systèmes liés à la chaîne d'approvisionnement pour renforcer la transparence, la responsabilité et l'établissement des rapports. Les autorités chargées de l'éducation aux niveaux des districts, les municipalités, le personnel des écoles et les parents d'élèves recevront une assistance technique afin de garantir que les capacités nécessaires pour la durabilité du programme sont en place.

Domaines d'action privilégiés

49. L'effet direct stratégique 1 s'attaque aux causes profondes et facilite l'accès à l'alimentation tout au long de l'année pour les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire, en reliant le programme de repas scolaires aux produits des petits exploitants.

Produits escomptés

50. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire reçoivent des repas variés et nutritifs pendant les 180 jours de l'année scolaire afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et améliorer l'accès à l'éducation.
 - Les petits exploitants locaux – en particulier les femmes – bénéficient des achats institutionnels décentralisés pour les repas scolaires, du renforcement des capacités et de l'accès aux marchés en vue d'accroître leur sécurité alimentaire.
 - Les membres des communautés ciblées – autorités locales, personnel des écoles et parents d'élèves – bénéficient des activités de renforcement des capacités liées à la conception, la mise en œuvre et la gestion d'un ensemble de mesures essentielles d'assistance liées au programme national de repas scolaires.
 - Les institutions gouvernementales au niveau national et à celui des districts et des municipalités tirent profit des activités de renforcement des capacités liées à la conception, la mise en œuvre et la gestion générale du programme national de repas scolaires.
51. Ces produits contribuent à l'ODD 4 relatif à l'éducation en permettant de maintenir les enfants à l'école et d'améliorer les taux de scolarisation. Les contributions à la réalisation de l'ODD 5 relatif à l'égalité des sexes sont notamment l'autonomisation des petites exploitantes grâce à l'accès aux marchés et aux possibilités de prendre des décisions financières dans leurs ménages.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir chaque jour des repas scolaires nutritifs, préparés à partir de la production des petits exploitants, aux enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire, en y associant des activités liées à la santé, l'hygiène et la nutrition, une éducation favorisant l'évolution des relations entre les sexes et des jardins potagers scolaires (catégorie 4: produits alimentaires/transferts de type monétaire, renforcement des capacités)

52. Le PAM poursuivra une transition graduelle vers des structures gouvernementales décentralisées afin d'assurer la durabilité et la qualité optimale du programme national de repas scolaires. Pendant cette transition, la diminution des budgets consacrés aux activités du PAM correspondra à l'accroissement en parallèle de la gestion du programme par les pouvoirs publics aux niveaux central et local. En priorité, le PAM appuiera les efforts faits par le Gouvernement pour aider les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire dans les zones vulnérables touchées par l'insécurité alimentaire du Couloir de la sécheresse et de La Mosquitia et recherchera des possibilités d'améliorer les taux d'assiduité dans les écoles secondaires. Le PAM mènera des analyses de la problématique hommes-femmes et ventilera les données collectées selon le sexe et l'âge. Le modèle de repas scolaires utilisant la production locale s'appuiera sur différentes approches d'achat de produits alimentaires avec la participation active des municipalités et des associations de petits exploitants situées près des écoles bénéficiaires.

Activité 2: Assurer des activités de renforcement des capacités aux autorités locales, au personnel des écoles, aux parents d'élèves et aux petits exploitants, y compris une assistance technique et une formation portant sur la gestion du programme de repas scolaires, sa logistique, les normes de qualité des aliments, la transparence, l'obligation redditionnelle, l'éducation nutritionnelle, l'accès des petits exploitants aux marchés institutionnels et la gestion des risques (catégorie 9: renforcement des capacités)

53. L'activité 2 a pour objectif de créer les conditions propices à une décentralisation efficace et efficiente du programme de repas scolaires en donnant les moyens aux municipalités et aux écoles de gérer les ressources de manière transparente et responsable. Des systèmes seront mis en place en vue de connecter les écoles à la gestion du programme au niveau du district et au niveau central. Un système d'audit social sera mis en place, et reposera sur un réseau d'associations de parents d'élèves. L'intensification accélérée du modèle de repas scolaires utilisant la production locale consolidera les liens avec les dispositifs de protection sociale et les filets de sécurité fondés sur des activités productives, ce qui augmentera les ventes des petits exploitants pour faire face à la demande locale accrue générée par les repas scolaires utilisant la production locale. Cette activité met l'accent sur l'autonomisation des femmes qui est indispensable pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes.
54. Les principaux partenaires sont notamment les ministères de l'inclusion et du développement social, de l'éducation, de l'agriculture et de l'élevage, de la santé, et du développement économique; les organisations communautaires, les associations de municipalités (*mancomunidades*) et les associations rurales (*cajas rurales*); et les associations de parents d'élèves et d'agriculteurs. Le PAM conclura des partenariats avec les comités municipaux pour le développement de l'éducation, les réseaux d'éducation et les associations de parents d'élèves.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les taux de retard de croissance et de carences en micronutriments diminuent parmi les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées

55. Le PAM accordera la priorité aux femmes et aux enfants les plus vulnérables et les plus gravement atteints de malnutrition parmi les populations autochtones de certaines municipalités du Couloir de la sécheresse afin de prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments, en se concentrant sur les 1 000 premiers jours suivant la conception.
56. Selon les estimations, 10 500 enfants âgés de 6 à 23 mois et 3 300 filles et femmes enceintes et allaitantes recevront des aliments spécialisés enrichis appropriés (SuperCereal) tout au long de l'année. Ces distributions seront complétées par des activités d'éducation nutritionnelle et de développement des capacités institutionnelles à l'appui de la politique nationale du secteur de la santé pour la prévention de toutes les formes de malnutrition.

57. Aux niveaux national et local, le PAM appuiera la stratégie nutritionnelle du Gouvernement dans le cadre des systèmes nationaux de protection sociale, comme par exemple la stratégie de protection de la petite enfance "Élever les enfants avec amour" (*Criando con Amor*), en partenariat avec le Bureau de la Première dame et les entités des Nations Unies suivantes: l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)/Organisation panaméricaine de la santé (PAHO), l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). La stratégie du PAM porte sur des questions transversales comme la décentralisation, la réforme du secteur de la santé et l'égalité entre hommes et femmes.

Domaines d'action privilégiés

58. L'effet direct stratégique 2 s'attaque aux causes profondes et contribue à éliminer la malnutrition en réduisant le retard de croissance et les carences en micronutriments parmi les populations les plus vulnérables.

Produits escomptés

59. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- En mettant particulièrement l'accent sur les 1 000 premiers jours suivant la conception, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et les enfants âgés de moins de 5 ans dans les municipalités prioritaires reçoivent des aliments nutritifs spécialisés ou des aliments enrichis et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle dans le cadre d'un dispositif intégré d'interventions visant à prévenir le retard de croissance et d'autres formes de malnutrition au titre des soins à la petite enfance et des soins de santé primaire.
 - Les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel au Honduras bénéficient du renforcement des politiques, des stratégies, des programmes et de la gouvernance en matière de nutrition aux niveaux central, provincial et communautaire.
60. Les contributions à la réalisation des ODD 3 et 5 sont notamment les suivantes: accès accru à des services de santé décentralisés selon une approche du cycle de vie, avec une attention particulière accordée à la nutrition adéquate; couverture élargie grâce à des services intégrés de santé; approche améliorée de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui favorise l'évolution des relations entre les sexes et, suivi et évaluation d'indicateurs relatifs à la nutrition ventilés par sexe et par âge; et capacités renforcées du Gouvernement s'agissant d'interventions nutritionnelles tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Activités essentielles

Activité 3: Assurer le renforcement des capacités des institutions de santé à tous les niveaux et fournir des aliments nutritifs enrichis dans les zones ciblées aux adolescentes, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, et aux enfants de moins de 2 ans (catégorie 6: produits alimentaires, renforcement des capacités)

61. Le PAM renforcera les capacités des institutions en vue de disposer de cadres normatifs, stratégiques et réglementaires améliorés et propres à transformer les relations entre les sexes, et appuiera la mise en œuvre d'un ensemble intégré de services essentiels y compris l'éducation nutritionnelle et la fourniture d'aliments nutritifs enrichis et de supplémentation en micronutriments. Le PAM aura recours à une approche fondée sur le cycle de vie pour prévenir la malnutrition, consistant à promouvoir les bonnes pratiques de santé maternelle et infantile, à faire participer les hommes aux activités de santé et de nutrition et à assurer une éducation en matière d'hygiène et de nutrition aux bénévoles des communautés.
62. Le PAM collaborera avec les autorités aux niveaux national et local pour renforcer la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux de nutrition, en mettant l'accent sur les systèmes de surveillance, l'enrichissement des aliments de base et l'intégration des questions relatives à la nutrition et à la problématique hommes-femmes dans les programmes de protection sociale moyennant, par exemple, l'éducation nutritionnelle, une stratégie de communication visant à faire évoluer les comportements et le développement des capacités institutionnelles en matière de conception, de gestion et d'intégration des interventions nutritionnelles.

63. Le PAM s'appuiera sur les partenariats, notamment ceux noués avec le Ministère de la santé, le Bureau de la Première dame, le FNUAP, l'UNICEF et l'OMS/PAHO.

Effet direct stratégique 3: Les travailleurs agricoles et les petits exploitants dans les zones ciblées, notamment dans les communautés autochtones, sont plus résilients face aux chocs et aux facteurs perturbateurs, ce qui contribue à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle tout au long de l'année

64. En s'appuyant sur les données d'expérience et les leçons tirées des activités du programme de pays dans le domaine de l'agroforesterie et de la résilience face au climat⁵⁵, le PAM mettra en œuvre un programme à long terme pour venir en aide aux petits exploitants et aux paysans sans terre – en particulier les femmes – et aux communautés qui risquent de se trouver en situation d'insécurité alimentaire. Dans le cadre du renforcement des capacités, le PAM encouragera la participation et l'appropriation sur un pied d'égalité des hommes et des femmes dans les associations d'agriculteurs, s'agissant des activités d'appui aux moyens d'existence et à la création d'actifs communautaires et des processus décisionnels. Le recours à des pratiques agricoles plus résilientes face au climat, la diversification des cultures et la gestion durable des ressources naturelles seront encouragées pour aider les communautés à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets.
65. Le PAM fournira un appui aux agriculteurs de subsistance dans les zones vulnérables sous forme de techniques améliorées de conservation des sols et de gestion de l'eau dans le cadre du plan directeur du Président sur l'eau, la forêt et les sols. Les activités menées porteront notamment sur le renforcement des capacités en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, l'égalité entre les sexes, la productivité, l'accès aux marchés et aux revenus, l'introduction de la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des cultures par la biofortification. Certains petits producteurs de haricots pourront vendre leurs produits au programme de repas scolaires.
66. En vue de renforcer la résilience des communautés et améliorer les moyens d'existence productifs, et sur la base de consultations pour la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence, le PAM mettra en place des activités à dimension nutritionnelle notamment dans le domaine de la santé, de l'hygiène et de l'éducation nutritionnelle; il encouragera également la création d'actifs environnementaux communautaires en assurant des transferts de type monétaire accompagnés d'une formation à 25 000 personnes et seulement une formation à 300 bénéficiaires par an.

Domaines d'action privilégiés

67. L'effet direct stratégique 3 est centré sur le renforcement de la résilience en lien avec la gestion durable des ressources naturelles au profit des petits exploitants et des communautés autochtones, l'objectif étant d'accroître la productivité, les revenus, les connaissances en matière de nutrition, la sécurité alimentaire et la résilience.

Produits escomptés

68. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les travailleurs agricoles et les agriculteurs ciblés, en particulier les femmes, et leurs familles reçoivent une assistance pour créer et/ou remettre en état des actifs résilients face au climat, afin de renforcer leur résilience aux chocs et au changement climatique et améliorer la productivité, les revenus, les moyens d'existence, la nutrition et la sécurité alimentaire.
 - Les communautés rurales vulnérables face à l'insécurité alimentaire et aux chocs dans les zones ciblées bénéficient de la création et/ou de la remise en état des actifs communautaires pour améliorer la productivité, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.

⁵⁵ Le programme d'agroforesterie et de résilience face au climat correspond à l'activité 3 du Programme de pays en cours pour le Honduras 200240.

- Les communautés et les municipalités en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées tirent profit de l'amélioration des capacités institutionnelles au niveau national et à celui des municipalités et des districts pour s'adapter au changement climatique grâce à une gestion durable des écosystèmes et des bassins versants qui permet d'assurer des systèmes alimentaires plus stables et plus viables.

Activités essentielles

Activité 4: Fournir une assistance alimentaire pour la création d'actifs aux ménages en situation d'insécurité alimentaire à l'appui de la création et de la remise en état des moyens d'existence, complétée par des activités de renforcement des capacités destinées aux autorités gouvernementales décentralisées en matière de gestion des programmes de renforcement de la résilience et d'adaptation au changement climatique (catégorie 2: transferts de type monétaire, renforcement des capacités)

69. Les activités seront planifiées en fonction des consultations pour une programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence, et de la planification communautaire participative. Le PAM déterminera les zones prioritaires à l'aide d'une analyse intégrée du contexte. Un audit environnemental permettra de garantir que l'activité est conçue dans le respect de l'environnement et qu'elle s'appuie sur les connaissances des femmes et hommes autochtones, et que les risques potentiels pour l'environnement sont écartés ou atténués.
70. Le PAM continuera de travailler en partenariat avec les institutions gouvernementales concernées, notamment l'Institut de la conservation des forêts qui relève du Ministère de l'environnement, le Directorate des sciences et techniques agricoles au sein du Ministère de l'agriculture, les ministères de la santé, de l'éducation, et de l'inclusion et du développement social, l'unité technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Ministère de la coordination générale, les autorités municipales, la FAO et des ONG internationales et locales.

Effet direct stratégique 4: Les ménages ciblés victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année

71. À la demande du Gouvernement et pour compléter ses efforts, le PAM interviendra en cas de catastrophes soudaines ou à évolution lente dans les municipalités ciblées moyennant la fourniture d'assistance alimentaire et le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, notamment pour la préparation et les interventions en cas de situation d'urgence. Une assistance technique sera offerte aux niveaux national et local pour favoriser le redressement rapide et reconstruire les moyens d'existence, en améliorant la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment dans les situations d'urgence à évolution lente.
72. Compte tenu du nombre de personnes ayant reçu une assistance depuis 2014 au titre de l'IPSR 200490, 400 000 personnes devraient avoir besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle chaque année. Sur la base d'analyses participatives des disparités liées au sexe, les femmes recevront en priorité des transferts de type monétaire afin d'encourager leur participation et leur autonomisation, promouvoir la prise de décision sur un pied d'égalité entre les femmes et les hommes et réduire les risques de violence sexiste. Dans les communautés où l'effet direct stratégique 3 est mis en œuvre, les initiatives de renforcement de la résilience sont conçues de manière à atténuer le besoin d'assistance d'urgence fournie au titre de l'effet direct stratégique 4. Toutefois, si une situation d'urgence de grande envergure exigeait un soutien supplémentaire, les efforts menés au niveau des communautés au titre de l'effet direct stratégique 3 seraient temporairement déplacés vers l'effet direct stratégique 4.

Domaines d'action privilégiés

73. L'effet direct stratégique 4 est axé sur les interventions face à une crise et veille à ce que les personnes victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente aient accès à la nourriture.

Produits escomptés

74. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les populations ciblées reçoivent une assistance pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels après un choc, y compris des aliments nutritifs spécialisés.

- Les ménages bénéficient d'actifs remis en état grâce à l'assistance alimentaire pour faciliter le redressement immédiat et la reconstitution des moyens d'existence.
75. Ces produits contribueront à la réalisation de l'ODD 1 – relatif à la réduction de la pauvreté – grâce à l'accès à la nourriture et à des moyens d'existence productifs pendant les crises.

Activités essentielles

Activité 5: Compléter les transferts gouvernementaux en faveur des ménages les plus vulnérables touchés par une catastrophe afin de faciliter les secours et le redressement rapide tout en appuyant le renforcement des capacités institutionnelles d'intervention d'urgence (catégorie 1: produits alimentaires/transferts de type monétaire, renforcement des capacités)

76. Le PAM renforcera la fourniture des secours d'urgence avec des ressources complémentaires du Gouvernement et favorisera les activités visant à stimuler le redressement rapide et à reconstituer les moyens d'existence, en particulier après des situations d'urgence à évolution lente.
77. Le PAM travaillera en partenariat avec COPECO, les ministères de la santé et de l'agriculture, l'unité technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les autorités municipales, le réseau national d'action humanitaire et les ONG.

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2021, les autorités gouvernementales et les organisations partenaires aux niveaux national et infranational, appuyées par des alliances stratégiques, ont des capacités renforcées pour réaliser les ODD, en particulier l'ODD 2

78. L'effet direct stratégique 5 vise à renforcer les capacités des institutions à faire face aux situations d'urgence, y compris à travers l'utilisation de plateformes nationales de protection sociale, et à développer les capacités locales en matière de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les institutions nationales comme l'IHMA et le BANASUPRO devraient être en mesure d'utiliser les transferts de type monétaire et de gérer les réserves alimentaires pendant les situations d'urgence. Le PAM veillera à ce que les hommes et les femmes participent sur un pied d'égalité aux activités de renforcement des capacités et plaidera en faveur de leur participation égale aux prises de décision.
79. Le PAM apportera son concours à l'université nationale et à l'unité technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue de renforcer les capacités en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité et d'améliorer le suivi national de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la gestion des données, la préparation aux situations d'urgence, l'alerte rapide et les analyses de marché, et encouragera l'intégration de la problématique hommes-femmes dans ces activités.
80. Un appui et une assistance technique seront fournis à COPECO, l'autorité nationale chargée de la coordination des interventions d'urgence, en vue de renforcer les capacités logistiques, le ciblage des bénéficiaires et la coordination générale. Le PAM envisagera aussi de fournir un appui au plan national de couloir logistique.
81. Au titre de la deuxième composante de l'effet direct stratégique 5 – activité 7 – le PAM entend coopérer avec le secteur privé et les établissements universitaires pour développer les capacités nationales et locales afin d'éliminer toutes les formes de malnutrition; il entend également promouvoir les partenariats existants et les actions de sensibilisation – y compris deux campagnes annuelles: la "Marche pour la Faim zéro" et un festival pour le plaidoyer en faveur des repas scolaires communautaires, "catrachilandia" – pour créer une plateforme nationale visant à accroître le plaidoyer et le soutien en faveur de l'élimination de la faim et des autres ODD.

Domaines d'action privilégiés

82. L'effet direct stratégique 5 vise à renforcer la résilience et prévoit pour ce faire d'améliorer les capacités du Gouvernement à réaliser les ODD, et en même temps de mener des activités de promotion des partenariats et de sensibilisation.

Produits escomptés

83. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des institutions nationales et décentralisées en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence, grâce à une meilleure gestion de la logistique et des réserves alimentaires permettant d'assurer une chaîne d'approvisionnement durable y compris le contrôle de la qualité des aliments.
 - Les populations dans les zones urbaines et rurales bénéficient de l'amélioration du ciblage et de la livraison de l'assistance multisectorielle du Gouvernement grâce à une meilleure coordination intergouvernementale et à un système de protection sociale réactif face aux chocs pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base après un choc.
 - Les populations dans les zones urbaines et rurales bénéficient de l'amélioration des cadres d'action et des programmes de protection sociale étayés par des capacités renforcées du Gouvernement et des partenaires dans le domaine des systèmes de ciblage, d'enregistrement et de suivi des bénéficiaires, de la génération de données factuelles et de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
 - Les populations vulnérables au Honduras profitent d'activités de communication et de plaidoyer multipartites coordonnées et cohérentes, sensibilisant l'opinion aux efforts nationaux déployés pour réaliser l'objectif Faim zéro et les autres ODD.
84. Ces produits contribueront à la réalisation d'autres ODD, notamment en réduisant les inégalités (ODD 10), en améliorant la participation sur un pied d'égalité, l'égalité entre les sexes (ODD 5) et la protection, et en éliminant la faim (cibles 1 et 4 de l'ODD 2).

Activités essentielles

Activité 6: Apporter une assistance technique aux institutions nationales et infranationales et renforcer leurs capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, y compris l'établissement de liens avec les systèmes de protection sociale

85. Le PAM coopérera avec les autorités gouvernementales aux niveaux national et local – COPECO, municipalités, banques alimentaires, universités, société civile et associations professionnelles – pour améliorer les capacités nationales en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, y compris un appui dans le domaine de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, et encouragera l'intégration de la problématique hommes-femmes dans ces activités.
86. Le PAM continuera d'aider les petits exploitants vulnérables – en particulier les femmes, en vue de leur autonomisation – et leur apportera des techniques et des innovations, notamment des installations d'entreposage, et créera les conditions propices pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement alimentaires durables, comme par exemple en établissant des réserves céréalières et en assurant la qualité des aliments.

Activité 7: Appuyer une plateforme destinée au plaidoyer et assurer une communication stratégique concernant le Programme 2030, en insistant sur l'ODD 2, avec le grand public, le secteur privé et les partenaires

87. Le PAM aidera le Gouvernement à mener des activités de plaidoyer multipartites afin de sensibiliser l'opinion à l'importance d'une alimentation saine et aux efforts nationaux déployés pour réaliser les ODD, notamment l'ODD 2.
88. Le PAM renforcera la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances avec les pays de la région, et établira des alliances stratégiques avec le secteur privé, les établissements universitaires, les institutions régionales, les organisations de la société civile et les associations professionnelles en vue de la réalisation de l'ODD 2.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

89. Chaque effet direct stratégique comporte un volet fondamental de renforcement des capacités afin d'assurer le transfert progressif au Gouvernement des activités et de favoriser leur prise en main par le pays, la durabilité du programme, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes une fois le PSP arrivé à son terme.
90. Le soutien décentralisé aux municipalités et aux communautés, notamment une transition progressive vers des mécanismes d'achat et de logistique décentralisés inscrits dans des systèmes solides et transparents à des fins de responsabilité centrale, est fondamental pour la réussite de la stratégie.
91. Les activités d'assistance alimentaire se poursuivront, si nécessaire, en adoptant une approche contribuant à transformer les relations entre les sexes en vue d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. L'accent continuera d'être mis sur le transfert de connaissances et les mécanismes pour renforcer le système national de protection sociale et les capacités institutionnelles d'intervention en cas de situation d'urgence.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

92. Le PAM fournira une assistance aux populations vulnérables sous forme de transferts de produits alimentaires et de transferts de type monétaire, et aura recours au renforcement des capacités et aux partenariats pour maximiser les liens avec les programmes de protection sociale existants.
93. L'exécution s'appuiera sur les résultats obtenus grâce à l'approche à trois niveaux du PAM en vue d'assurer la participation et la prise en charge des communautés et de promouvoir l'égalité des sexes. L'approche comprend l'analyse intégrée du contexte pour répertorier les zones prioritaires, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence pour établir des calendriers saisonniers de la vulnérabilité et renforcer les partenariats multipartites, et une planification communautaire participative pour élaborer des plans à l'échelle des communautés adaptés aux besoins locaux. Les données concernant les bénéficiaires seront ventilées par sexe et par âge et l'enregistrement des bénéficiaires sur la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) permettra d'éviter les doublons potentiels.
94. *Effet direct stratégique 1:* Une ration alimentaire sera distribuée à 398 000 écoliers et comprendra des aliments frais achetés localement auprès de 3 500 petits exploitants.
95. *Effet direct stratégique 2:* En plus de fournir des aliments nutritifs spécialisés à 56 000 enfants âgés de 6 à 23 mois et à 13 000 filles et femmes enceintes et allaitantes, le PAM assurera des campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements; à cette fin, il renforcera les capacités des "mères meneuses" (les responsables des groupes de mères constitués dans le cadre des réseaux de santé communautaires à participation volontaire) afin que l'alimentation de la population ciblée soit plus adaptée sur le plan nutritionnel.
96. *Effet direct stratégique 3:* Les activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs nécessaires à la subsistance et Assistance alimentaire pour la formation bénéficieront à 100 000 personnes, et à environ 25 000 autres personnes dans les communautés, qui tireront parti des actifs, des connaissances et des capacités transférés.
97. *Effet direct stratégique 4:* Une assistance alimentaire au titre des secours assortie ou non de conditions sera fournie à 550 000 personnes, dont environ 190 000 enfants de moins de 5 ans. De plus, 745 membres des comités de crise des municipalités bénéficieront d'activités de renforcement des capacités en matière de gestion des situations d'urgence à évolution lente et des crises nutritionnelles.
98. *Effet direct stratégique 5:* Dans le cadre de l'activité 6, le personnel des institutions nationales bénéficiera d'activités de renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, d'analyse de la sécurité alimentaire, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et de réserves de céréales et de logistique. Dans le cadre de l'activité 7, les partenariats existants – y compris avec le secteur privé, les médias et les

universités – seront mobilisés afin d’intensifier les activités de plaidoyer et la communication à l’appui de l’exécution du Programme 2030 et de la réalisation de l’objectif Faim zéro. Le PAM garantira une participation équitable des femmes et des hommes et l’utilisation d’une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les activités de plaidoyer et de communication.

99. Aux fins de la réalisation de l’ODD 2, la société civile, BANASUPRO, IHMA, les municipalités et les communautés bénéficieront des activités visant à renforcer le système national de protection sociale, et des alliances stratégiques nouées avec le secteur privé, les universités et les associations professionnelles.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR NIVEAU					
Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Bénéficiaires		
			Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
1	1. Fournir chaque jour des repas scolaires nutritifs, préparés à partir de la production des petits exploitants, aux enfants d’âge préscolaire ou en âge d’aller à l’école primaire, en y associant des activités liées à la santé, à l’hygiène et à la nutrition, une éducation favorisant l’évolution des relations entre les sexes et des jardins potagers scolaires	1	203 000	195 000	398 000
		1	2 000	1 500	3 500
		3	35 000	23 000	58 000
		3	11 500	7 500	19 000
2	3. Assurer le renforcement des capacités des institutions de santé à tous les niveaux et fournir des aliments nutritifs enrichis dans les zones ciblées aux adolescentes, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, et aux enfants de moins de 2 ans	1	35 000	21 000	56 000
		1	13 000		13 000
		3	342 000	328 000	670 000
3	4. Fournir une assistance alimentaire pour la création d’actifs aux ménages en situation d’insécurité alimentaire à l’appui de la création et de la remise en état des moyens d’existence, complétée par des activités de renforcement des capacités destinées aux autorités gouvernementales décentralisées en matière de gestion des programmes de renforcement de la résilience et d’adaptation au changement climatique	1	51 000	49 000	100 000
		1	13 000	12 000	25 000
		2	150	150	300
4	5. Compléter les transferts gouvernementaux en faveur des ménages les plus vulnérables touchés par une catastrophe afin de faciliter les secours et le redressement rapide tout en appuyant le renforcement des capacités institutionnelles d’intervention d’urgence	1	97 000	93 000	190 000
		1	184 000	176 000	360 000
		2	73 000	70 000	143 000
		2	3 500	3 500	7 000

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR NIVEAU					
Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Bénéficiaires		
			Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
5	6. Apporter une assistance technique aux institutions nationales et infranationales et renforcer leurs capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, y compris l'établissement de liens avec les systèmes de protection sociale	3	5 000	5 000	10 000
	7. Appuyer une plateforme destinée au plaidoyer et assurer une communication stratégique concernant le Programme 2030, en insistant sur l'ODD 2, avec le grand public, le secteur privé et les partenaires	3	5 500	5 000	10 500
	Total niveau 1 Vivres/Transferts de type monétaire		570 000	534 000	1 104 000
	Total niveau 1 Renforcement des capacités		28 000	13 500	41 500
	Total niveau 2		77 000	74 000	151 000
	Total niveau 3		399 000	369 000	768 000
	Total, niveaux 1, 2 et 3		1 048 000	979 000	2 027 000

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ								
	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
	Activité 1			Activité 3		Activité 4	Activité 5	
	Enfants d'âge préscolaire et scolaire			Filles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants âgés de 6 à 23 mois	Petits exploitants	Ménages	
	Vivres et transferts de type monétaire: enfants des écoles primaires	Vivres et transferts de type monétaire: Enfants d'âge préscolaire	Vivres*	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres (distributions générales/activités 3A)	Transferts de type monétaire
Farine de maïs enrichie	60	30						
Céréales (maïs)							200	
Céréales (riz)	15	15					200	
Légumes secs	20	15					60	
Huile	10	10		20			25	
Sel							5	
Sucre				20				

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ								
	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
	Activité 1			Activité 3		Activité 4	Activité 5	
	Enfants d'âge préscolaire et scolaire			Fillles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants âgés de 6 à 23 mois	Petits exploitants	Ménages	
	Vivres et transferts de type monétaire: enfants des écoles primaires	Vivres et transferts de type monétaire: Enfants d'âge préscolaire	Vivres*	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres (distributions générales/ activités 3A)	Transferts de type monétaire
SuperCereal				200			60	
SuperCereal Plus					200			
Dattes			50,5					
Total (gramme/ personne/jour)	105	70	50,5	240	200		550	
Total kcal/jour	431	304	141	1 059	763		2 099	
% kcal d'origine protéique	9,6	8,9	2	13,7	17,2		9,8	
Transferts de type monétaire (dollars/ personne/jour)	0,18	0,15				0,55		0,5
Nombre de jours d'alimentation	180		100	180	365	150	90	90

* Les dattes compléteront les repas scolaires.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en millions de dollars)
Céréales	17 966	10,28
Légumes secs	4 273	4,09
Huile et matières grasses	2 218	3,77
Aliments composés et mélanges	4 382	4,58
Autres	1 317	1,74
Total (vivres)	30 156	24,45
Transferts de type monétaire		57,00
Total (valeur des vivres et des transferts de type monétaire)	30 156	81,45

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

100. Le PSP investira de manière stratégique dans le renforcement des capacités des partenaires de la société civile aux niveaux national et local afin d'aider les communautés à mener durablement leurs propres efforts en vue de réaliser les ODD, notamment l'ODD 2.
101. De manière à assurer un impact durable, le PAM collaborera avec le Gouvernement dans les domaines suivants: les systèmes conjoints de suivi et d'évaluation, de ciblage et d'enregistrement, les analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la préparation aux situations d'urgence, la gouvernance, l'obligation redditionnelle et la génération de données factuelles. Le PAM utilisera une approche de la sécurité alimentaire et de la nutrition contribuant à transformer les relations entre les sexes.
102. Les cadres d'action et les programmes de protection sociale tireront parti des capacités renforcées du Gouvernement et des partenaires à réaliser les ODD. Les populations vulnérables bénéficieront de l'amélioration des capacités des institutions nationales et décentralisées en matière de logistique et de gestion des réserves alimentaires pour créer une chaîne d'approvisionnement durable dotée d'un système de contrôle de la qualité.
103. En coordination avec le Ministère des affaires étrangères, le PAM étudiera les possibilités d'échanger les meilleures pratiques et technologies avec d'autres pays dans le cadre du fonds national pour la coopération Sud-Sud "Le Honduras partage" (*Compartiendo Honduras*). Les domaines suivants seront examinés: décentralisation des programmes de repas scolaires; renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et de diversification des cultures dans les zones désertiques moyennant des échanges universitaires; mise en œuvre de politiques et de stratégies pour des programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle; renforcement à l'échelon national et local des capacités en matière de suivi et d'évaluation; et réduction des risques de catastrophe, adaptation aux effets des changements climatiques, renforcement de la résilience et accès à l'eau potable.
104. Le PAM a mis au point une stratégie permettant de recourir à la coopération Sud-Sud pour répondre à des demandes d'assistance spécifiques des gouvernements. Le PSP permettra de favoriser les possibilités, notamment en continuant de promouvoir les cultures biofortifiées et en liant les opérations d'urgence à la protection sociale par des échanges et des missions techniques avec le Ministère chilien du développement social et son programme de protection sociale *Chile Solidario* (Chili solidaire); l'échange de pratiques entre COPECO et le Centre pour la coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale; l'échange de connaissances entre l'observatoire de la nutrition et de la sécurité alimentaire et les universités; et en continuant de collaborer avec d'autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier le Pérou, pour renforcer les achats locaux de produits de la pêche.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

105. Toutes les activités relatives à la chaîne d'approvisionnement contribuent à la réalisation des effets directs stratégiques, en ne se limitant pas aux interventions habituelles du PAM pour mettre l'accent non plus sur "l'exécution des projets" mais sur "les effets directs porteurs".
106. Le PAM appuiera la stratégie du Gouvernement visant à décentraliser les achats de rations sèches, en augmentant progressivement le nombre de rations fraîches – légumes, œufs, fruits et autres produits locaux – au moyen d'un modèle de repas scolaires utilisant la production locale qui relie les produits des petits exploitants à la demande structurée du programme national de repas scolaires. La qualité et la sécurité sanitaire des aliments sera assurée tout au long de la chaîne d'approvisionnement avec la participation des associations de municipalités (*mancomunidades*) et de parents d'élèves.
107. Le PAM aura recours à des transferts de vivres afin que les populations les plus vulnérables aient accès à des aliments nutritifs spécialisés. Les transferts de type monétaire seront assurés en partenariat avec les institutions financières locales dans le cadre d'activités 3A afin de renforcer la résilience au sein des ménages en situation d'insécurité alimentaire et en cas de chocs. Dans la mesure du possible, le PAM appuiera les achats locaux et régionaux, aidant ainsi les petits exploitants et, en priorité, les femmes.

108. Outre les transferts de type monétaire, le PAM utilisera si nécessaire sa capacité logistique pour distribuer des vivres pendant des crises et aider le Gouvernement s'agissant d'articles non alimentaires à l'appui du renforcement de la résilience.
109. Le PAM mettra sur pied une gestion efficiente de la chaîne d'approvisionnement assortie d'une redevabilité accrue en ce qui concerne les composantes renforcement des capacités et renforcement de la résilience du PSP, et mènera parallèlement des évaluations initiales de la chaîne d'approvisionnement.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

110. Le PAM planifiera, supervisera et coordonnera les activités en étroite collaboration avec les homologues gouvernementaux.
111. Le PAM renforcera les capacités du personnel en tant que moteurs du changement et de l'innovation et afin de veiller à ce que les compétences voulues soient en place pour passer efficacement de l'exécution de projets à une démarche d'effets directs porteurs, notamment par des activités de formation dans des domaines techniques comme la gestion de programmes, la nutrition, le changement climatique, la sécurité sanitaire des aliments, l'assurance qualité et le suivi et l'évaluation. Le PAM s'assurera que des approches de la sécurité alimentaire et de la nutrition contribuant à transformer les relations entre les sexes sont intégrées dans le renforcement des capacités du personnel.
112. L'appui technique du bureau régional et du Siège sera peut-être nécessaire à titre temporaire, pendant la collecte des données de référence, les évaluations et le renforcement des capacités techniques dans le pays.

4.5 Partenariats

113. Le Gouvernement hondurien est le principal partenaire du PAM. Les autres partenaires sont notamment les gouvernements donateurs, les ONG, les entités du secteur privé, les institutions financières, les organismes des Nations Unies et les établissements universitaires.
114. Le PAM mettra l'accent sur le renforcement des capacités des institutions nationales en matière de suivi et d'évaluation, de logistique, de préparation aux situations d'urgence, de problématique hommes-femmes et d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le Gouvernement reconnaît la valeur ajoutée de l'appui institutionnel d'une organisation internationale pour améliorer l'efficacité, la transparence, l'obligation redditionnelle et la gestion des connaissances.
115. Le PAM s'efforcera de conserver le soutien des donateurs traditionnels tout en collaborant avec d'autres donateurs, non-traditionnels et multilatéraux, et en établissant des relations plus étroites avec les institutions financières régionales et internationales. **Il continuera par ailleurs d'étudier les possibilités de partenariat et de financement Sud-Sud avec le Fonds chilien contre la faim et la pauvreté, l'initiative mexicaine Mésoamérique sans faim et d'autres instances, le cas échéant.**
116. Le PAM continuera de travailler en partenariat avec les ONG internationales et nationales, les associations de producteurs, les associations de municipalités (*mancomunidades*) et la société civile, s'agissant des interventions d'urgence et des activités visant à renforcer la résilience. Les autres domaines de collaboration potentielle sont notamment la nutrition, l'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les jeunes et la migration.
117. Le PAM continuera de collaborer avec les partenaires actuels du secteur privé à l'échelon local et international, et recherchera de nouveaux partenariats grâce à une gestion solide en la matière; à cet effet il étudiera des mécanismes de financement novateurs et élaborera les outils nécessaires pour renforcer les alliances et le plaidoyer tout en gérant de manière efficace les risques liés à d'éventuels conflits d'intérêts.
118. Les alliances stratégiques établies avec des organismes universitaires et professionnels nationaux et internationaux seront fondées sur des valeurs partagées, des compétences communes, des complémentarités et des possibilités de transfert de connaissances.

119. En application du principe de l'unité d'action du système des Nations Unies, le PAM collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies comme la FAO, le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, ONU-Femmes et l'OMS dans le cadre du PNUAD et d'autres mécanismes. Conformément au Programme 2030 et à la politique du PAM relative à la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome⁵⁶, le PAM continuera de renforcer la solide coopération qu'il entretient de longue date avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

120. Le PAM utilisera son outil institutionnel pour la conception, la mise en œuvre et le suivi et la gestion de la performance (COMET), la plateforme SCOPE et le système d'appui à la gestion logistique (LESS) en vue de recueillir des informations pour le contrôle, l'établissement des rapports annuels, le renforcement des programmes et l'élaboration d'une base globale de données factuelles. Un processus de suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes sera utilisé pour collecter et communiquer les données conformément aux directives institutionnelles, les données étant ventilées par sexe et par âge et complétées par des analyses des disparités liées au sexe.
121. Le PAM et l'équipe de pays des Nations Unies appuieront les efforts du Gouvernement visant à suivre les progrès accomplis vers la réalisation des cibles de l'ODD.
122. Les contrôleurs de terrain du PAM utiliseront des technologies de collecte de données par téléphone mobile pour recueillir des données relatives aux produits, aux processus et aux effets directs. Des enquêtes auprès des ménages et des discussions de groupe permettront d'évaluer l'efficacité de l'assistance alimentaire en fonction d'objectifs liés à la nutrition, à la résilience, à l'égalité des sexes, à la protection et aux partenariats. Les progrès accomplis dans l'action pour le renforcement des capacités seront évalués à l'occasion d'ateliers multipartites. L'analyse des données quantitatives sera enrichie par des approches qualitatives comme les examens de programmes. Des vidéos, des graphiques et des photos compléteront les rapports de suivi.
123. Des mécanismes permettant aux bénéficiaires de faire part de leurs réclamations et observations permettront de garantir le respect de l'engagement du PAM concernant sa responsabilité à l'égard des populations touchées. Des données de référence seront établies pour chaque effet direct stratégique afin de permettre le suivi des progrès accomplis tout au long du PSP.
124. Le PSP fera l'objet d'une évaluation indépendante du portefeuille d'activités gérée par le Bureau de l'évaluation fin 2020, qui satisfera aux exigences en matière d'obligation redditionnelle pour ce qui est de la performance et des résultats de l'ensemble du portefeuille d'activités et contribuera à la programmation stratégique. En outre, le bureau de pays fera réaliser une évaluation décentralisée en 2019 afin de répondre à la demande des parties prenantes ainsi qu'aux besoins en matière de données factuelles et d'apprentissage; un examen à mi-parcours du PSP sera réalisé fin 2019. Ces activités font partie d'un plan détaillé de suivi, d'examen et d'évaluation, et des ressources sont inscrites au budget à cet effet.

5.2 Gestion des risques

125. Les risques et les mesures d'atténuation ci-après ont été recensés⁵⁷.

Risques contextuels

126. Le Honduras est exposé au risque de catastrophes naturelles et à l'insécurité alimentaire qui en résulte. Les activités prévues dans le cadre des effets directs stratégiques 3 et 4 comprennent des mesures d'atténuation directe de ces risques. Les activités menées au titre des effets directs

⁵⁶ PAM. 2016. Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: Réaliser le Programme 2030. (WFP/EB.2/2016/4-D/Rev.1).

⁵⁷ Les risques et les mesures d'atténuation ont été définis en fonction de la plus récente analyse intégrée du contexte (avril 2017).

stratégiques 3 et 5 comprennent des mesures visant à atténuer les autres risques pesant sur la sécurité alimentaire et la nutrition dus à la capacité limitée des institutions et à l'absence de progrès pour faire avancer la parité hommes-femmes. Les élections de 2017 pouvant entraîner une rupture au niveau des politiques, le PAM réalisera un examen à mi-parcours du PSP et adaptera ses plans si nécessaire.

Risques programmatiques

127. Il se pourrait que le personnel du PAM n'ait pas les compétences nécessaires pour passer de la phase d'exécution directe des activités à celle du renforcement des capacités dans le cadre d'un modèle décentralisé et contribuant à transformer les relations entre les sexes. Le PAM atténuera ce risque en renforçant les capacités de son personnel.

Risques institutionnels

128. Il existe un risque non négligeable d'insuffisance ou de retard dans les financements. Pour atténuer ce risque, le PAM élargira sa base de donateurs et fera campagne pour obtenir des financements à long terme, en prenant les programmes de protection sociale du Gouvernement comme point de départ.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
1	19 657 36719 749 655	17 921 66418 005 803	14 841 07314 910 750	13 242 94613 305 119	65 663 04965 971 3 27
2	1 896 6841 905 5 89	1 908 5771 917 5 38	1 818 2961 826 8 32	1 782 9321 791 3 02	7 406 4897 441 26 1
3	3 424 2683 440 3 44	3 081 8693 096 3 38	3 276 7993 292 1 83	3 222 1733 237 3 00	13 005 10813 066 1 65
4	6 987 4907 020 2 95	7 076 9497 110 1 74	7 077 1947 110 4 20	6 960 0456 992 7 21	28 101 67728 233 6 10
5	397 797399 665	360 807362 500	368 115369 843	353 325354 984	1 480 0441 486 99 2
Total	32 363 60632 515 548	30 349 86630 492 353	27 381 47727 510 028	25 561 42025 681 426	115 656 368116 199 356

129. Le budget quadriennal s'établit à **115 656 368** ~~116 199 356~~ dollars. Conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes, au moins 15 pour cent des financements seront consacrés à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

6.2 Perspectives de financement

130. L'aide publique au développement allouée au Honduras a diminué de 13 pour cent, passant de 618 millions de dollars en 2011 à 537 millions en 2015 – une tendance qui devrait se poursuivre. Cependant, de nouvelles sources de financement pour faire face à des questions comme le changement climatique continuent d'apparaître, à savoir 300 millions de dollars disponibles à

travers le Fonds vert pour le climat⁵⁸ et 45 millions de dollars pour la régénération des forêts dans le Couloir de la sécheresse dans le cadre du plan directeur du Président sur l'eau, la forêt et les sols⁵⁹. L'Alliance pour le Couloir de la sécheresse et le Plan pour la prospérité du Triangle nord offrent d'autres possibilités de financement.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

131. Le bureau de pays met au point une stratégie de mobilisation des ressources afin d'assurer au PSP un financement solide. Selon les prévisions actuelles, 80 pour cent des besoins seront couverts par le Gouvernement, les donateurs, habituels ou non, les partenaires de la coopération Sud-Sud et le secteur privé.
132. Le Gouvernement devrait contribuer pour plus de 40 millions de dollars au PSP sur quatre ans, principalement en faveur des activités relevant des effets directs stratégiques 1 et 2.

⁵⁸ Fonds vert pour le climat 2016. [.Readiness proposal, Republic of Honduras. http://www.greenclimate.fund/documents/20182/466992/Readiness_proposal_-_Honduras.pdf/6aba14b5-6cd4-490c-93be-333c4b5dc494?version=1.2](http://www.greenclimate.fund/documents/20182/466992/Readiness_proposal_-_Honduras.pdf/6aba14b5-6cd4-490c-93be-333c4b5dc494?version=1.2).

⁵⁹ Cabinet du Président. 2017. Communiqué de presse Lancement du plan directeur ABS. <http://www.presidencia.gob.hn/index.php/gob/el-presidente/2252-presidente-herandez-lanza-plan-maestro-de-agua-bosque-y-suelo>.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE HONDURAS (JANVIER 2018–DÉCEMBRE 2021)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire dans tout le pays ont accès à une alimentation saine et nutritive tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Le Gouvernement et le secteur privé mettent les fonds à disposition.

Les petits exploitants agricoles sont en mesure de fournir des produits frais en temps voulu.

La décentralisation progresse.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Évolution du volume et de la valeur des ventes des petits producteurs et des transformateurs locaux

Taux d'abandon

Taux de scolarisation

Ratio filles/garçons

Taux de poursuite des études

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

1. Fournir chaque jour des repas scolaires nutritifs, préparés à partir de la production des petits exploitants, aux enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire, en y associant des activités liées à la santé, l'hygiène et la nutrition, une éducation favorisant l'évolution des relations entre les sexes et des jardins potagers scolaires (catégorie 4: produits alimentaires/transferts de type monétaire, renforcement des capacités). (Repas scolaires)

Les enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire reçoivent des repas variés et nutritifs pendant les 180 jours de l'année scolaire afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et améliorer l'accès à l'éducation (A: Ressources transférées)

2. Assurer des activités de renforcement des capacités aux autorités locales, au personnel des écoles, aux parents d'élèves et aux petits exploitants, y compris une assistance technique et une formation portant sur la gestion du programme de repas scolaires, sa logistique, les normes de qualité des aliments, la transparence, la redevabilité, l'éducation nutritionnelle, l'accès des petits exploitants aux marchés institutionnels et la gestion des risques (catégorie 9: renforcement des capacités). (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les petits exploitants locaux – en particulier les femmes – bénéficient des achats institutionnels décentralisés pour les repas scolaires, du renforcement des capacités et de l'accès aux marchés en vue d'accroître leur sécurité alimentaire. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les membres des communautés ciblées – autorités locales, personnel des écoles et parents d'élèves – bénéficient des activités de renforcement des capacités liées à la conception, la mise en œuvre et la gestion d'un ensemble de mesures essentielles d'assistance liées au programme national de repas scolaires. (A: Ressources transférées)

Les membres des communautés ciblées – autorités locales, personnel des écoles et parents d'élèves – bénéficient des activités de renforcement des capacités liées à la conception, la mise en œuvre et la gestion d'un ensemble de mesures essentielles d'assistance liées au programme national de repas scolaires. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les institutions gouvernementales au niveau national et à celui des districts et des municipalités tirent profit des activités de renforcement des capacités liées à la conception, la mise en œuvre et la gestion générale du programme national de repas scolaires. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

EN

Effet direct stratégique 4: Les ménages ciblés victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente ont accès à la nourriture toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: réponse face à une crise

Hypothèses:

Les politiques de SINAGER sont appliquées et son réseau est pleinement associé.

Une collaboration étroite est mise en place avec le Gouvernement, l'équipe de pays pour l'action humanitaire et d'autres institutions des Nations Unies.

Les financements sont disponibles en temps voulu.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Échelle d'insécurité alimentaire (accès) des ménages

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Activités et produits

5. Compléter les transferts gouvernementaux en faveur des ménages les plus vulnérables touchés par une catastrophe afin de faciliter les secours et le redressement rapide tout en appuyant le renforcement des capacités institutionnelles d'intervention d'urgence. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les populations ciblées reçoivent une assistance pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels après un choc, y compris des aliments nutritifs spécialisés. (A: Ressources transférées)

Les ménages bénéficient d'actifs remis en état grâce à l'assistance alimentaire pour faciliter le redressement immédiat et la reconstitution des moyens d'existence. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les ménages bénéficient d'actifs remis en état grâce à l'assistance alimentaire pour faciliter le redressement immédiat et la reconstitution des moyens d'existence. (D: Actifs créés)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les taux de retard de croissance et de carences en micronutriments diminuent parmi les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Le Gouvernement dispose des fonds nécessaires.

Une solide collaboration est mise en place avec le Ministère de la santé, les ONG et les autres institutions des Nations Unies.

Il est possible d'acheter le SuperCereal dans la région.

Indicateurs d'effet direct

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

3. Assurer le renforcement des capacités des institutions de santé à tous les niveaux et fournir des aliments nutritifs enrichis dans les zones ciblées aux adolescentes, aux femmes enceintes, aux mères allaitantes, aux filles et aux enfants de moins de 2 ans. (Prévention de la malnutrition)

En mettant particulièrement l'accent sur les 1 000 premiers jours suivant la conception, les femmes enceintes, les mères allaitantes, les filles et les enfants âgés de moins de 5 ans dans les municipalités prioritaires reçoivent des aliments nutritifs spécialisés ou des aliments enrichis et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle dans le cadre d'un dispositif intégré d'interventions visant à prévenir le retard de croissance et d'autres formes de la malnutrition au titre des soins à la petite enfance et des soins de santé primaire. (A: Ressources transférées)

En mettant particulièrement l'accent sur les 1 000 premiers jours suivant la conception, les femmes enceintes, les mères allaitantes, les filles et les enfants âgés de moins de 5 ans dans les municipalités prioritaires reçoivent des aliments nutritifs spécialisés ou des aliments enrichis et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle dans le cadre d'un dispositif intégré d'interventions visant à prévenir le retard de croissance et d'autres formes de la malnutrition au titre des soins à la petite enfance et des soins de santé primaire. (B: Aliments nutritifs fournis)

En mettant particulièrement l'accent sur les 1 000 premiers jours suivant la conception, les femmes enceintes, les mères allaitantes, les filles et les enfants âgés de moins de 5 ans dans les municipalités prioritaires reçoivent des aliments nutritifs spécialisés ou des aliments enrichis et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle dans le cadre d'un dispositif intégré d'interventions visant à prévenir le retard de croissance et d'autres formes de la malnutrition au titre des soins à la petite enfance et des soins de santé primaire. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel au Honduras bénéficient du renforcement des politiques, des stratégies, des programmes et de la gouvernance en matière de nutrition aux niveaux central, provincial et communautaire. (A: Ressources transférées)

Les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel au Honduras bénéficient du renforcement des politiques, des stratégies, des programmes et de la gouvernance en matière de nutrition aux niveaux central, provincial et communautaire. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent (cible 3 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 3: Les travailleurs agricoles et les petits exploitants dans les zones ciblées, notamment dans les communautés autochtones, sont plus résilients face aux chocs et aux facteurs perturbateurs, ce qui contribue à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants
Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèses:

Des financements sont disponibles au-delà de la deuxième année de mise en œuvre du PSP.

La collaboration Sud-Sud se poursuit.

Les conditions climatiques sont stables dans les zones ciblées.

Une solide collaboration et une bonne coordination sont mises en place avec l'Alliance pour le couloir de la sécheresse.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritive

Proportion de la population pouvant à nouveau accéder à des actifs fonctionnels essentiels en temps de crise ou de relèvement et/ou les utiliser en raison de l'amélioration de leurs moyens d'existence

Proportion des communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**4. Fournir une assistance alimentaire pour la création d'actifs aux ménages en situation d'insécurité alimentaire à l'appui de la création et de la remise en état de moyens d'existence, complétée par des activités de renforcement des capacités destinées aux autorités gouvernementales décentralisées en matière de gestion des programmes de renforcement de la résilience et d'adaptation au changement climatique. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)**

Les travailleurs agricoles et les agriculteurs ciblés, en particulier les femmes, et leurs familles reçoivent une assistance pour créer et/ou remettre en état des actifs résilients face au climat, afin de renforcer leur résilience aux chocs et au changement climatique et améliorer la productivité, les revenus, les moyens d'existence, la nutrition et la sécurité alimentaire. (A: Ressources transférées)

Les communautés rurales vulnérables face à l'insécurité alimentaire et aux chocs dans les zones ciblées bénéficient de la création et/ou de la remise en état des actifs communautaires pour améliorer la productivité, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. (D: Actifs créés)

Les communautés et les municipalités en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées tirent profit de l'amélioration des capacités institutionnelles au niveau national et à celui des municipalités et des districts pour s'adapter aux changements climatiques grâce à une gestion durable des écosystèmes et des bassins versants qui permet d'assurer des systèmes alimentaires plus stables et plus viables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (cible 9 de l'ODD 17)

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2021, les autorités gouvernementales et les organisations partenaires aux niveaux national et infranational, appuyées par des alliances stratégiques, ont des capacités renforcées pour réaliser les ODD, en particulier l'ODD 2

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses:

Il existe de solides partenariats.

Des plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention/de secours sont pleinement opérationnels.

Les financements sont disponibles.

La collaboration Sud-Sud existe.

Les conflits d'intérêts sont identifiés et gérés.

Une stratégie de sensibilisation et de communication sur les ODD est mise en œuvre.

Indicateurs d'effet direct

Efficacité, cohérence et résultats des partenaires (d'après un examen qualitatif)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de capacité Faim zéro

EN

Activités et produits

6. Apporter une assistance technique aux institutions nationales et infranationales et renforcer leurs capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, y compris l'établissement de liens avec les systèmes de protection sociale. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des institutions nationales et décentralisées en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence, grâce à une meilleure gestion de la logistique et des réserves alimentaires permettant d'assurer une chaîne d'approvisionnement durable y compris le contrôle de la qualité des aliments. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations dans les zones urbaines et rurales bénéficient de l'amélioration du ciblage et de la livraison de l'assistance multisectorielle du gouvernement grâce à une meilleure coordination intergouvernementale et à un système de protection sociale réactif face aux chocs pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base après un choc. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

7. Appuyer une plateforme destinée au plaidoyer et assurer une communication stratégique concernant le Programme 2030, en insistant sur l'ODD 2, avec le grand public, le secteur privé et les partenaires. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations dans les zones urbaines et rurales bénéficient de l'amélioration des cadres d'action et des programmes de protection sociale étayés par des capacités renforcées du gouvernement et des partenaires dans le domaine des systèmes de ciblage, d'enregistrement et du suivi des bénéficiaires, de la génération de données factuelles et de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition. (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les populations dans les zones urbaines et rurales bénéficient de l'amélioration des cadres d'action et des programmes de protection sociale étayés par des capacités renforcées du gouvernement et des partenaires dans le domaine des systèmes de ciblage, d'enregistrement et du suivi des bénéficiaires, de la génération de données factuelles et de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les populations vulnérables au Honduras profitent d'activités de communication et de plaidoyer multipartites coordonnées et cohérentes, sensibilisant l'opinion aux efforts nationaux déployés pour réaliser l'objectif Faim zéro et les autres ODD. (K: Partenariats appuyés)



But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateur transversal

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin



ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)						
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transferts	54 879 509	5 625 147	10 036 375	23 344 197	1 022 478	94 907 705
Mise en œuvre	2 159 613	801 364	1 245 427	1 032 973	261 734.	5 501 112
Coûts d'appui directs ajustés	4 616 323	527 939	929 567	2 009 382	105 501	8 188 711
Total partiel	61 655 445	6 954 450	12 211 369	26 386 551	1 389 712	108 597 529
Coûts d'appui indirects (7,5 pour cent)	4 007 604 315 881	452 039 486 811	793 739 854 796	1 715 126 184 059	90 331 97 280	7 058 839 760 182 7
Total	65 663 049 65 971 327	7 406 489 744 1 261	13 005 108 13 066 165	28 101 677 28 233 610	1 480 044 1 486 992	115 656 368 116 199 356

EN MODE RE

Liste des sigles utilisés dans le présent document

BANASUPRO	Fournisseur national des produits de base
COMET	Outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
COPECO	Commission permanente sur les urgences
ENSAN	<i>Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional</i>
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IHMA	Institut hondurien de commercialisation agricole
LESS	Système d'appui à la gestion logistique
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PAHO	Organisation panaméricaine de la santé
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	Plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
SINAGER	Système national de gestion des risques
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance ^[1]